



Coopération décentralisée et santé en Afrique de l'Ouest 2010-2011

collection
«référence»
février 12

Avant-propos

Cet ouvrage a pour vocation de présenter une analyse sur un domaine traditionnel de la coopération décentralisée en Afrique de l'Ouest et Madagascar : la santé. Il s'agit ici, pour la première fois, de préciser les contours de cette coopération et de donner aux collectivités territoriales des repères opérationnels dans ce secteur.

Malgré un nombre très important de projets, ce domaine reste difficile à étudier en raison de la variété des actions entreprises et de l'indépendance de beaucoup d'acteurs. La quasi-totalité des projets de coopération mis en place comporte un aspect sanitaire, parce que l'accès aux soins est un enjeu crucial du développement local des territoires des collectivités partenaires. De ce fait, tous les types d'autorités locales, en France comme dans les pays partenaires, entreprennent des activités dans ce domaine. Le profil des projets varie selon le budget alloué et l'échelle de l'intervention.

Cette capitalisation est le fruit d'une coopération entre Cités Unies France et ACTED. Ce partenariat, combinant des compétences et des positions complémentaires, est emblématique du rapprochement entre les acteurs de la coopération décentralisée et non-gouvernementale, qui nous semble stratégique pour l'avenir de la coopération française dans le domaine de la santé en Afrique de l'Ouest.

L'objectif de cette étude est de dresser un premier état des lieux des pratiques des collectivités locales françaises dans le secteur de l'appui à la santé. Elle adopte une approche partant du territoire et vise à l'identification des types de projets mis en place de la façon la plus exhaustive possible. Elle porte sur un échantillon de six pays d'Afrique subsaharienne et de Madagascar, zone géographique dans laquelle la coopération décentralisée française est bien établie avec plus de 400 partenariats. Cet échantillon comprend sept pays : le Bénin, le Burkina Faso, Madagascar, le Mali, la Mauritanie, le Niger et le Sénégal.

Les réponses apportées par plus de 100 collectivités, montrent la diversité de ces projets. Elles révèlent également une volonté, au-delà d'un soutien à une demande locale, de s'inscrire dans le cadre d'une politique sectorielle nationale tout en contribuant à répondre à des objectifs internationaux comme la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement portant sur la santé.

En soutenant ces projets, les collectivités françaises réaffirment leur rôle d'appui aux collectivités partenaires dans leur fonction d'améliorer les services à la population. Ce rôle est d'autant plus fondamental qu'il contribue à ancrer une politique nationale au niveau local et oeuvre pour une approche « du bas vers le haut » de ces politiques.



Sommaire

Avant-propos

Partie I : La coopération sanitaire avec l'Afrique de l'Ouest

Introduction : La santé en Afrique subsaharienne

La coopération décentralisée dans le domaine de la santé : cadre juridique, spécificités et défis

Les principales problématiques médicales de la région Afrique

FOCUS ACTEUR :

Le Ministère des Affaires étrangères et européennes

Le GIP ESTHER

L'Agence française de développement

La Fédération hospitalière de France

Le Programme concerté santé Mali

Partie II : Etat des lieux de la coopération décentralisée en santé en Afrique de l'Ouest, principales tendances



Une action inscrite localement

FOCUS TERRAIN :

Les coopérations hospitalières

La coopération Paris - Bamako - Ouagadougou d'appui aux services municipaux de santé

Un large éventail d'actions permettant un appui à l'ensemble du secteur de la santé

Une action variée qui couvre les principaux enjeux sanitaires auxquels fait face la région

FOCUS THÉMATIQUE :

Le Conseil régional d'Ile-de-France et le VIH-Sida

La Ville de Grenoble et le diabète

Le montage des projets de coopération en matière de santé par les collectivités françaises

FOCUS ACTEUR :

Les liens avec les ONG, l'importance de l'implantation locale

Partie III : La coopération sanitaire pays par pays

Synthèse pays Bénin

Répertoire

FOCUS TERRAIN : Orléans - Parakou

Synthèse pays Burkina Faso

Répertoire

FOCUS TERRAIN : Ouahigouya- Chambéry

Synthèse pays - Mali

Répertoire

FOCUS TERRAIN : Saint-Denis - Cercle de Kayes

Synthèse pays - Mauritanie

Répertoire

FOCUS TERRAIN : La coopération entre le Syndicat d'agglomération nouvelle de Sénart et ses communes membres, en Mauritanie

Synthèse pays - Niger

Répertoire

FOCUS TERRAIN : Le Conseil général du Val-de-Marne et la ville de Zinder (Niger)

Synthèse pays - Sénégal

Répertoire

FOCUS TERRAIN : Commercy - Rhonk

Synthèse pays - Madagascar

Répertoire

FOCUS TERRAIN : L'action de l'Institut régional de coopération - développement à Mahajanga

Partie IV : Quelques recommandations

Entretiens :

Alençon - Koutiala (Mali)

Association Santé Mali Rhône-Alpes - Assemblée régionale de Tombouctou (Mali)

Saint-Priest-en-Jarez – Ile Sainte-Marie (Madagascar)

Conseil général du Val-de-Marne, Ville de Zinder (Niger)

Chambéry - Ouahigouya (Burkina Faso)



Organisations à connaître



Cités Unies France fédère les collectivités territoriales françaises engagées en coopération internationale. Créée en 1975, l'association est présidée successivement par Bernard Stasi, Charles Josselin, et aujourd'hui par Michel Delebarre, ancien ministre d'État, sénateur-maire de Dunkerque et président de la Communauté urbaine de Dunkerque.

Une convention régulièrement renouvelée avec le ministère des Affaires étrangères et européennes donne à l'association, entre autres, mission d'animation et de coordination pour l'ensemble des collectivités territoriales françaises engagées en coopération internationale, soit plus de 3000 collectivités et 6000 liens de coopération décentralisée avec des autorités locales de 115 pays.

La première activité de Cités Unies France est l'animation des « groupes-pays ». Au nombre de 32, ils réunissent les collectivités françaises travaillant sur un même pays et permettent de mutualiser, de « capitaliser » les expériences et d'impulser des actions concertées. Au-delà de cette approche géographique, Cités Unies France privilégie également des approches transversales sur les thèmes correspondant aux évolutions de la coopération décentralisée. Ces réflexions donnent lieu à des colloques (journées de la coopération décentralisée, forum pour la coopération internationale des collectivités etc.) et à une intense activité éditoriale.

Cités Unies France travaille en étroite collaboration avec les associations de pouvoirs locaux françaises (AMF, ADF, ARF, AMGVF, etc.) et internationales. Tout adhérent de Cités Unies France est, ipso facto, membre de l'organisation mondiale de collectivités territoriales, Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU), « Nations Unies des pouvoirs locaux ».

Depuis plus de 35 ans, Cités Unies France a été de tous les combats et de toutes les avancées en matière de coopération décentralisée. Elle a insufflé le changement dans ses pratiques et inspiré son cadre législatif. Plus que jamais, elle est à l'écoute des évolutions de la coopération décentralisée.

www.cites-unies-france.org



ACTED est une association de solidarité internationale française qui a pour vocation de soutenir les populations vulnérables de par le monde et de les accompagner dans la construction d'un futur meilleur en apportant une réponse adaptée à des besoins précis depuis 1993. ACTED vient en aide aux populations touchées par les crises grâce à une approche à la fois globale et locale, multidisciplinaire et adaptée à chaque contexte.

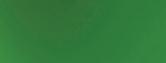
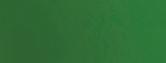
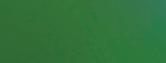
Nos équipes interviennent dans 31 pays afin de faire face aux situations d'urgence, pour soutenir les projets de réhabilitations et accompagner les dynamiques de développement.

Pour ce faire nos équipes sur le terrain interviennent sur plus de 370 programmes dans les secteurs suivants : aide humanitaire d'urgence, sécurité alimentaire, promotion de la santé, éducation et formation, développement économique, microfinance, soutien institutionnel et dialogue régional, promotion culturelle.

Fort de son expérience au plus près des besoins et des situations auprès des communautés vulnérables à travers le monde, ACTED contribue aujourd'hui à l'agenda international en faveur des Objectifs du Millénaire pour le Développement, avec des campagnes de plaidoyer en France et en Europe.

www.acted.org





ACTED

avec le concours du



9, rue Christiani 75018 Paris ■ Tél. : (+33/0)1 53 41 81 81 ■ Fax : (+33/0)1 53 41 81 41

Site Internet : www.cites-unies-france.org ■ Courriel : coop-dec@cites-unies-france.org

Février 2012